

**Quand les Services Publics sont menacés,
c'est la République qui est en danger**

FO Énergie et Mines tient à marquer son soutien aux policiers qui manifestent leur attachement aux Services Publics garants de notre République « Une et indivisible ».

La fédération dénonce par ailleurs la **propagande antisyndicale développée par certains médias**, qui entendent réduire une crise de fond à une simple manipulation.

L'État abandonne les Services publics

L'absurdité est à son zénith quand des policiers sont la cible d'attaques injustifiables, alors qu'ils surveillent une caméra « de surveillance » elle-même supposée supplanter les « forces de l'ordre » ; nous sommes d'autant plus solidaires que nos agents de terrain subissent également et régulièrement des problèmes liés à l'insécurité dans les « quartiers ».

Il en est dans la Police comme dans l'Éducation nationale, les Services Médicaux et l'Énergie : ces piliers de la force et de l'action républicaines sont, depuis des décennies, négligés ou laissés à l'abandon de la rapacité libérale.

Clairement, la classe politique dans son ensemble doit abandonner le « petit commerce » auquel elle est en train de se livrer à l'approche des échéances électorales.

Elle doit se **redonner les moyens d'une administration, d'un corps d'État qui apporte aux citoyens les aides et la protection** qui leur font aujourd'hui défaut. Ce sera la seule manière de recouvrer le respect de nos institutions.

Ce dont la France a besoin, ce n'est pas de Politiciens mais de femmes et d'hommes « d'État ».

La faute aux syndicats ?

Il faut éclairer l'avenir de la France : en cela **les Services Publics restent le meilleur levier pour rendre sa citoyenneté à chacun** et poser les bases d'une République solidaire et apaisée.

Or, les attaques à l'encontre des syndicats et notamment ceux de la police, perpétrées par certains médias profondément orientés, sont de plus en plus fréquentes. Elles masquent l'essentiel : ce qui est au cœur du problème, **ce sont les conséquences de plusieurs décennies d'abandon de l'État dans ses prérogatives.**

Le syndicalisme est avant tout, jusqu'à preuve du contraire, l'expression d'un principe de base :
« l'union fait la force »
et reste le meilleur rempart avec les Services Publics
contre le « chacun pour soi ».